

14 octobre 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Lionel Jospin, Premier ministre et M. Vojislav Kostunica, Président de la République fédérale de Yougoslavie sur les relations entre l'Union européenne et la Yougoslavie et le processus de démocratisation de la Yougoslavie après la chute du régime de Slobodan Milosevic, Biarritz le 14 octobre 2000.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, En tant que Président du Conseil européen, cela a été une très grande joie d'inviter le Président KOSTUNICA, qu'il accepte, et de l'accueillir aujourd'hui. Lui qui incarne la démocratie retrouvée en République fédérale de Yougoslavie, démocratie retrouvée grâce à l'effort d'un peuple, qui a gagné d'abord dans les urnes, et ensuite dans la rue, lorsqu'on a contesté son résultat dans les urnes.

Nous l'avons accueilli à déjeuner, pour un déjeuner de travail, avec les quinze Chefs d'Etat et de gouvernement. Le Président KOSTUNICA nous a fait un exposé. Il a répondu ensuite aux questions posées par nos collègues et il va de soi que l'Union européenne fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter aide et coopération au retour de la République fédérale de Yougoslavie sur un chemin qui est non seulement celui de la démocratie mais également celui de la maison, celui de l'Europe, celui de l'Union.

Le Premier Ministre va dire un mot, et après le Président KOSTUNICA, et nous répondrons à vos questions.

LE PREMIER MINISTRE - Messieurs les Présidents, Mesdames, Messieurs, je serai bref. Nous avons tous ressenti une grande joie à accueillir le Président KOSTUNICA dans ce Conseil européen, joie d'autant plus grande qu'elle venait éclairer ce qu'avait de sombre et de tragique l'histoire ces derniers jours au Proche-Orient, montrant que les peuples pouvaient aussi porter l'espérance. C'est bien le peuple serbe qui, effectivement, a emporté ce succès. Ce changement à la tête de la République fédérale de Yougoslavie et de la Serbie n'est pas le résultat d'une conspiration au sommet, mais du mouvement d'un peuple même si des personnalités comme M. KOSTUNICA, comme les dirigeants de l'opposition démocratique, ont porté ce mouvement.

Le peuple serbe s'est mis en marche au nom des valeurs qui nous sont communes comme s'il anticipait sur le retour de la République fédérale de Yougoslavie dans sa famille. Famille démocratique qui s'est resserrée, à l'heure du déjeuner, autour de Vojislav KOSTUNICA qui incarne un régime avec lequel nous allons nouer, dans le respect de nos valeurs en rappelant les exigences internationales mais avec le respect dû à un ami, des relations extrêmement fécondes pour l'avenir de l'Europe et pour faire que les Balkans ne soient plus dans notre histoire une occasion de troubles mais, au contraire, comme le symbole d'une Europe réunifiée, réunifiée autour de valeurs et de perspectives communes.

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Mesdames. Messieurs. ie vais répéter maintenant ce que j'ai dit lors

... et de ma rencontre avec les Chefs d'Etat et de gouvernement et les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. Il n'est presque pas nécessaire de dire que je suis très content d'être ici. C'est un moment d'émotion que de me trouver à cette rencontre. Cette émotion est double. Premièrement, parce que l'arrivée ici au Sommet de l'Union européenne à Biarritz n'est qu'une confirmation que la République fédérale de Yougoslavie, donc la Serbie et le Monténégro, se trouvent là où elles étaient depuis toujours, dans l'Europe. Sur un plan culturel, historique, politique et économique, ils appartiennent à l'Europe de toutes les façons.

Le pays dont je viens, la République fédérale de Yougoslavie, et puis ma patrie au sens propre, la Serbie, ont appartenu à l'Europe déjà au siècle dernier. Nous sommes ici à nouveau et nous en sommes très heureux. Nous sommes heureux de rentrer dans un nouveau millénaire en tant que membre de la famille des peuples démocratiques d'Europe.

La deuxième raison pour laquelle je suis particulièrement content d'être ici aujourd'hui est qu'on démontre un grand honneur à moi personnellement, et à mon pays. Cela confirme une normalisation de la situation en République fédérale de Yougoslavie. S'il n'y avait pas cette normalisation, je ne serais pas parmi vous ici aujourd'hui. Mais la situation en République fédérale de Yougoslavie commence à se normaliser.

Lors des élections du 24 septembre dernier, l'opposition démocratique de Serbie a remporté la victoire. Mais la Yougoslavie de MILOSEVIC n'a pas demandé uniquement de remporter les élections pour remporter réellement la victoire. Il fallait gagner une deuxième fois. Le peuple serbe a mené un combat après les élections, aussi, et il a remporté à vrai dire deux victoires, dans des situations difficiles. Les conditions étaient dures, très dures. Les élections étaient des élections réellement difficiles suite à une campagne électorale pourrie. Mais nous avons accepté de sortir et de nous présenter aux élections. Et nous avons décidé de nous battre pour chacune des voix. Et c'est bien ce que nous avons fait.

Après le 24 septembre, nous avons mené un combat pour un changement démocratique en Serbie et, après ces élections, la situation dans notre pays a commencé à se normaliser. La République fédérale de Yougoslavie devra bientôt composer un gouvernement fédéral et, d'ici à la fin de l'année, nous avons à organiser les élections pour le gouvernement serbe. Tout cela apportera une plus grande normalisation en Serbie. Mais ce qui était la condition première de cette normalisation, c'était le départ de Slobodan MILOSEVIC. Son départ a démontré qu'en un seul jour, les choses qui n'ont pas été faciles depuis des années sont devenues faciles. Nos frontières se sont ouvertes. En un seul jour, 500 journalistes étrangers sont arrivés dans notre pays. On a démontré qu'en une seule journée, les relations démocratiques entre la Serbie et le Monténégro ont pu être rétablies. Et, maintenant, le nouveau gouvernement démocratique, qui n'est plus l'opposition démocratique, ce sont de nouvelles autorités démocratiques, qui ont démontré qu'elles peuvent être tolérantes et ouvrir un dialogue. Tout cela a changé en une seule journée, en quelques jours.

Nos relations avec le monde entier ont commencé à changer. Nous avons eu de nombreuses rencontres diplomatiques. Premièrement, celle du Ministre des Affaires étrangères français, M. Hubert VEDRINE, qui s'est rendu en visite dans notre pays. Nous avons eu des contacts avec M. Bodo HOMBACH, qui est à la tête du Pacte de stabilité, et tout cela devrait apporter la paix sur les Balkans. En une seule journée, nous avons pu réaliser, ce qui s'est montré être tout à fait évident, que la République fédérale de Yougoslavie, sans un régime tel que l'était le régime de MILOSEVIC, va devenir un pays qui, avec ses changements intérieurs, apportera la paix et la stabilité sur les Balkans. Je peux confirmer que la Serbie de demain sera le garant de la paix sur les Balkans. Nous devrions faire face à un très grand nombre de défis. Mais c'est un défi que notre peuple pourra relever. Et je suis fier de ce peuple et c'est pour ça que je me trouve ici aujourd'hui. Merci.

LE PRESIDENT - Merci, M. Le Président.

QUESTION - Une question adressée à M. KOSTUNICA. M. le Président, qu'est-ce que vous avez l'intention de faire en ce qui concerne l'ordre public dans les semaines à venir quand vous réunirez votre gouvernement ? Du fait de certaines menaces comme quoi on pourrait retourner à

la rue, inspirées par ceux qui soutiennent M. MILOSEVIC. Ensuite, avez-vous l'intention de collaborer avec le Tribunal pénal international ? Et quelles sont les questions que vous avez abordées avec M. CHIRAC ? Quelles sont les principales questions pressantes qui ont été traitées lors du déjeuner ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Pour ce qui est de la situation à l'intérieur en Serbie, la situation s'arrange, se calme. L'ordre public n'est pas en danger même si nous avons besoin d'un certain temps pour que les forces de police se consolident. Ce qui est le plus important. Ce qui nous inspire confiance. Quant à une normalisation assez rapide, c'est parce que la position politique de MILOSEVIC et du cercle qui le soutient n'a jamais aussi faible. Il y a eu des troubles, il y a eu des conséquences, des manifestations. Il y a eu quelques actes violents que l'on aurait peut être pu éviter. Mais tout compte fait, il y a eu peu de violence. Ce qui nous encourage aujourd'hui, c'est que, de jours en jours, d'heures en heures, MILOSEVIC perd toute influence. La preuve en est que son influence faiblit au sein de son propre parti, au sein du parti socialiste de Serbie. Si ce n'est pas là qu'il a de l'influence, et il s'agit avant tout d'un apparatchik socialiste, alors si ce n'est pas là qu'il a de l'influence, il en aura difficilement ailleurs. Quoi qu'il en soit, tous les jours, des comités du parti de MILOSEVIC sont de plus en plus nombreux qui demandent l'examen des responsabilités de MILOSEVIC. Il y a nombre de fonctionnaires du SPS qui avaient quitté le parti et qui, aujourd'hui, cherchent à le rejoindre.

Quant à la deuxième question que vous avez posée au sujet de notre collaboration avec le Tribunal de La Haye, notre position est connue : cette obligation existe, l'obligation de coopération avec le Tribunal de La Haye. Quelles que soient les difficultés juridiques, politiques, autres que suscité l'existence de ce tribunal. Je dois dire que M. MILOSEVIC lui-même s'est engagé à respecter ces obligations à Dayton. Mais vous me comprendrez si je dis qu'aujourd'hui, après une longue période, nous commençons à pouvoir songer à un avenir meilleur, que notre collaboration avec le Tribunal pénal international ne peut pas constituer la première de nos priorités. Nous devons remettre en marche notre économie. Nous devons résoudre des problèmes sociaux graves. Il faut savoir que nous avons été victimes d'une mauvaise gestion économique. Nous avons vécu sous les sanctions, nous avons souffert des suites des bombardements de l'OTAN en Yougoslavie. Tout cela fait que la question de notre coopération avec le Tribunal pénal international est un fait, mais ne peut pas être la première de nos priorités.

QUESTION - Monsieur le Président, jeudi, pour le New York Times, vous avez déclaré, si les journaux yougoslaves vous ont correctement interprété, que les amis vous causent à peu près les mêmes problèmes que vos adversaires. Que signifie cela quant au début d'un processus de démocratisation en Europe ? Et qu'est-ce que cela signifie dans le contexte de vos contacts avec les Chefs d'Etat de l'Union européenne ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - - J'ai peut être réagi d'une manière un peu plus émotionnelle que cela n'est dans mes habitudes, mais je dois dire la chose suivante : coordonner les choses au sein d'une coalition aussi vaste que la nôtre, à savoir celle qui réunit dix huit partis dont les programmes sont assez différents, fait en sorte que les choses peuvent échapper légèrement au contrôle à un moment ou un autre. Je ne peux m'empêcher de réagir, peut être de manière un peu trop émotive parfois. Mais quand vous songez au nombre de ces partis, quand vous songez aux différences de nos programmes, il est évident que l'existence même de l'opposition unie démocratique de Serbie est déjà en soi un immense succès.

QUESTION - Au Président KOSTUNICA. Parmi toutes les questions que l'on vous a posées aujourd'hui lors du déjeuner par les Chefs d'Etat et de gouvernement, quelle a été la question la plus intéressante, la plus importante voire la plus difficile ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Comment dire ? La question la plus difficile, en fait, était concrètement comment est-ce que l'Union européenne pouvait nous aider ? Ce que je veux dire c'est qu'il y a tellement de choses auxquelles je pense, que notre pays est dans un tel état, qu'après huit années de sanctions, moi il y a pas mal de choses auxquelles j'ai pensé. Pour moi, il n'est pas seulement important de disposer d'aide humanitaire, bien sûr. Et à cet égard, l'hiver arrive, ne l'oubliez pas. Il va falloir chauffer. Il y a beaucoup de chômeurs du fait des usines qui

ont été détruites. C'est vrai, c'est très important tout cela. Mais il faut surtout que notre économie soit rebâtie et pas comme elle a été reconstruite par MILOSEVIC. Il faut que notre économie soit reconstruite d'une manière différente après des dispositions multilatérales, bilatérales, après des investissements étrangers. Bref, je pense à beaucoup de choses, en investissements notamment. C'est sans doute à cela que je pense d'abord. Je pense également à ceux qui vivent chez moi, bien sûr. C'est vrai que nous avons vaincu mais il n'en reste pas moins que nous vivons toujours dans une situation difficile qui ne fait qu'empirer.

En effet, on m'a posé des questions d'une manière ouverte, franche, amicale. Je n'ai pas toujours pu répondre, mais je crois que ce que j'ai dit a été très bien compris.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est votre première visite à l'étranger, et cette visite doit être placée dans le contexte du sommet qui se tiendra à Zagreb, à l'initiative du Président CHIRAC. Ma question est simple : serez-vous présent à la réunion au sommet à Zagreb et qu'attendez-vous de ce sommet ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Je serai présent au sommet de l'Union européenne et des pays des Balkans occidentaux, à Zagreb, le 24 novembre. Je crois que ce sommet est très important. Il aura lieu, une fois de plus, grâce à la Présidence française de l'Union européenne, et en particulier grâce au Président CHIRAC lui-même. C'est très important, parce que cela établit un lien entre l'Union européenne et les Etats de l'ouest des Balkans. C'est un exemple concret de la manière dont l'Europe s'engage concrètement dans la solution des problèmes qui se posent aux Etats des Balkans. C'est très important. C'est nécessaire et ceci permet aux Européens qui ne vivent pas très près de cette région et qui ne savent peut être pas exactement quels sont nos problèmes, eh bien, cela peut les aider à se rendre compte de ce que sont nos problèmes. Alors, l'Europe se rend cette fois dans un des pays des Balkans pour comprendre nos craintes, nos espoirs, nos problèmes et pour essayer de les régler avec nous, puisque nous faisons tous partie de l'Europe.

QUESTION - Monsieur le Président KOSTUNICA, à combien estimez-vous le coût économique des bombardements des alliés et combien d'années seront-elles nécessaires pour reconstruire votre pays et combien pour rétablir votre économie ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Les dommages que nous avons encourus par les frappes aériennes de l'OTAN sont considérables, comme vous le savez. Il nous faudra des années pour reconstruire, pour reconstruire notre économie. C'est un problème important. Mais je dois dire que, d'une certaine manière, le pays était en ruine, déjà, auparavant. Il a été ruiné par une mauvaise gestion. Il a été ruiné par un régime autoritaire. Il nous faudra du temps, je crois que d'une manière ou d'une autre, il faudra que nous puissions mettre en place des modalités d'association, des pactes de coopération, de stabilité. Ceci peut se faire aussi par la voie des investissements en provenance de pays de l'Europe de l'ouest qui pourraient s'intéresser à ces opérations. Je crois qu'il est très difficile de donner une réponse concrète quant à la période de temps qui sera nécessaire. Mais pour le moment, nous sommes en train de commencer à régler ces problèmes. Le processus va se poursuivre. Il y a d'ailleurs plusieurs problèmes à régler qui ne sont pas liés directement à des dommages matériels. Il faut que nous rétablissions nos relations avec l'Europe occidentale et ce genre de réunion permet précisément d'aller de l'avant dans cette perspective. Cela permet de ramener la confiance. Cela permet de jeter, à nouveau, les ponts qui doivent être jetés vers la paix qui avait été hypothéquée. Ce sont des choses importantes. Il y a des choses que l'on ne peut pas oublier mais il faut que nous regardions maintenant résolument vers l'avenir. Le message de cette réunion, c'est précisément que nous, Yougoslaves, Serbes, Monténégrins, faisons partie de l'Europe et, ensemble, nous regardons vers l'avenir.

QUESTION - Président KOSTUNICA, est-ce que vous avez pu parler avec M. SOLANA ? Et j'aimerais savoir quels sont les sujets que vous avez abordés avec M. SOLANA ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - J'ai rencontré M. SOLANA. On s'est serré la main. Je crois qu'il a une mission à remplir au départ de Bruxelles. Et voilà !

QUESTION - Monsieur le Président, on dit que vous avez dit que M. MILOSEVIC a toujours un rôle à jouer dans la politique serbe. Est-ce que c'est exact ? Et quel genre de rôle va-t-il jouer ou ne-t-il jouer ? Deuxièmement, si j'ai bien compris, vous avez dit également que les citoyens

peut-il jouer ? Évidemment, on y a bien compris, tous avec un également que les citoyens serbes qui oublieraient les crimes commis par l'OTAN contre la nation serbe perdraient leur nationalité. Alors quelle est votre difficulté à vous trouver au coeur de l'Europe et quelle est votre difficulté à faire partie de la famille européenne ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Il y a des choses qui sont très difficiles à oublier. Je l'ai dit en répondant à la question précédente. Mais, à vrai dire, c'est de cela qu'il s'agit. Si vous oubliez quelque chose qui s'est passé hier, même si c'est moins important que ce qui s'est passé dans mon pays précédemment, il faut se poser la question de savoir ce qui fait une Nation. C'est le passé, c'est le présent et c'est l'avenir. C'est de tout cela qu'il faut tenir compte. C'est cela que j'ai essayé de dire et pas plus. Alors pour parler de MILOSEVIC, c'était votre première question, de son rôle à venir. Moi je n'ai pas dit qu'il avait un avenir politique. C'est une erreur si l'on m'a imputé ces propos. Ce que j'ai dit, c'est qu'il y a quelques jours encore, il luttait encore, il avait encore des idées quant à son avenir politique. Mais à mesure que les jours passent, que les heures passent, MILOSEVIC doit faire face à la réalité telle qu'elle se présente. Et il n'a pas d'avenir politique en Yougoslavie.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, vous avez souhaité bienvenue au Président de la République yougoslave dans ce que vous avez appelé sa maison familiale, c'est-à-dire la démocratie, l'Europe, l'Union européenne. Dans ce contexte, comment voyez-vous les rapprochements des pays de l'ex-Yougoslavie avec l'Union européenne, et éventuellement les entrées dans l'Union ?

LE PRESIDENT - C'est tout le sujet de la conférence de Zagreb. Les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie sont des pays européens. Naturellement, ils sont encore très loin de nous sur le plan économique. Mais ils se rapprochent de nous sur le plan politique. C'est vrai de la Croatie. C'est vrai de la Macédoine. C'est vrai de la Bosnie. Et puis, maintenant, c'est vrai de la République fédérale de Yougoslavie. Nous leur avons toujours dit qu'ils avaient leur place dans la maison commune, mais que, naturellement, il fallait qu'ils fassent l'effort nécessaire pour accepter les mêmes valeurs que les nôtres. Et c'est très exactement le chemin qu'ils ont pris. Alors ce chemin ne sera pas bordé uniquement de roses. Chacun devra faire des efforts pour reconstruire l'économie, pour enraciner la démocratie. Mais je crois que c'est bien parti. Et je le répète, au bout de ce chemin et probablement plus rapidement qu'on ne le pense, car les choses aujourd'hui vont plus vites que jamais, eh bien, ces pays, à commencer par la République fédérale de Yougoslavie, auront leur place pleine et entière au sein de l'Union européenne de demain.

QUESTION - Monsieur KOSTUNICA, j'aimerais savoir s'il est vrai que vous pensez à faire disparaître le nom Yougoslavie, à trouver un nouveau nom. Si c'est vrai, pourquoi ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Pour moi, ce nom de Yougoslavie n'est pas adapté, n'est pas adapté au pays au sein duquel nous vivons. J'aimerais me permettre quelques remarques historiques. D'abord, la Yougoslavie a été fondée après la première guerre mondiale en 1918 et, après cela, trois nations l'ont composée. Et c'est ce que l'on a voulu exprimer. C'était le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Après cela, donc, vous savez ce qu'il s'est passé, finalement ce pays en tant que tel n'existe plus. Alors je pense qu'il ne faut plus insister sur ce nom même si ce n'est pas très important. Je crois que la réalité de ce pays dans lequel nous vivons, c'est qu'il est composé de deux unités fédérales et je crois que ce sont ces noms qui sont encore les plus adaptés, c'est-à-dire la Serbie et le Monténégro. C'est vrai que l'on pourrait dire que c'est un petit long. Mais non, pas forcément, je crois qu'il y a des noms d'Etats qui sont plus longs, comme Royaume Uni etc...par exemple.

QUESTION - Monsieur le Président de la République Yougoslave, vous disiez être un nationaliste, est-ce que vous pensez à recréer une grande Serbie ? Et le Kosovo, qu'avez-vous l'intention d'en faire ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Je me vois comme un Serbe, comme un polonais est un Polonais. La plupart des Polonais sont Polonais, les Français, Français, c'est tout ! Ce que j'ai exprimé dans mes activités politiques, dans ma lutte politique, c'était essentiellement pour défendre mon pays et jamais pour faire quoi que ce soit contre d'autres. Mon pays et mon peuple ont beaucoup

souffert ces dix dernières années du fait de MILOSEVIC, du fait de la guerre, du fait des sanctions, bref. Mon peuple a souffert pendant tout un siècle et pour différentes raisons, première Guerre mondiale, deuxième Guerre mondiale. Ceci fait que la position des Serbes n'est pas une position facile. Et, pour moi, un grand projet serbe cela n'a pas de sens. Je peux vous donner un exemple. Je respecte deux documents internationaux. D'abord les accords de Dayton, et c'est vrai que les Serbes qui vivent à l'extérieur des frontières, leur sort m'inquiète. Mais c'est vrai également pour le Kosovo qui est également sous un protectorat international du fait de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Tout cela je le respecte et j'aimerais vous dire que mon nationalisme consiste à défendre mon pays. Ce qui est particulièrement vrai en ce qui concerne les relations entre la Serbie et le Monténégro. Je crois que ce sont des relations auxquelles il faut penser. Ce que je veux dire, c'est qu'un référendum dans ces deux pays, un référendum en Serbie et dans le Monténégro, nous indiquera si ces gens veulent un état commun. Je crois que c'est le cas. Il faut décider de cette manière. J'accepterais même des référendums séparés. Même si la majorité s'oppose à un Etat de type Serbie-Monténégro, je le respecterai. Voilà ce qu'il en est de mon nationalisme. C'est un nationalisme qui est beaucoup plus défensif que celui de certains grands Etats dans le monde d'aujourd'hui.

QUESTION - Monsieur le Président, les minorités nationales constituent une partie importante de la population serbe. Vous avez bénéficié de leurs votes. Quelle sera la position des minorités à l'avenir ? Sont-elles effectivement un facteur de déstabilisation de votre Etat ?

M. VOJISLAV KOSTUNICA - Effectivement, ces nationalités ne vont pas poser de problèmes trop importants pour la Serbie. Ce qui importe, c'est d'avoir la démocratie en Serbie, c'est d'avoir une autonomie des régions suffisante, des réglementations, également, qui défendent les intérêts des minorités chez nous . Ainsi une telle situation ne contribuerait pas à déstabiliser la Serbie. Et dans l'état actuel des choses, je ne suis pas inquiet. Je me vois, je me considère comme étant le Président de tous les citoyens de Serbie et le Président de toutes les nations qui existent au sein de la Yougoslavie. Et donc Président de toutes les communautés mais pas seulement les Serbes, les Monténégrins, mais également les autres, et bien évidemment, je suis celui qui représente, qui parle au nom de toutes les unités fédérales, essentiellement la Serbie et le Monténégro, actuellement, où je me dois de protéger toutes ces minorités qui constituent notre Etat. La démocratie, c'est cela, c'est protéger les minorités, toutes les minorités, minorités politiques, minorités nationales et c'est ce que je défendrai.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président, nous vous remercions.